

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC
Place du Portage, Phase III
Core 0A1/Noyau 0A1
11 Laurier St./11, rue Laurier
Gatineau
Québec
K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Shared Systems Division (XL)/Division des systèmes
partagés (XL)
4C1, Place du Portage Phase III
11 Laurier St./11, rue Laurier
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Title - Sujet Solution de gestion des cas	
Solicitation No. - N° de l'invitation EN578-130092/B	Amendment No. - N° modif. 007
Client Reference No. - N° de référence du client 20130092	Date 2013-05-02
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$XL-123-25647	
File No. - N° de dossier 123xl.EN578-130092	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2013-05-15	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Jalbert, Denise	Buyer Id - Id de l'acheteur 123xl
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-1083 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 953-3703
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

La présente modification no. 007 vise à :

- (i) modifier l'appendice 2 - Critères d'évaluation pour le test de convivialité;
- (ii) supprimer l'exigence cotée no. C-5.9 de l'annex C - Énoncé des exigences;
- (iii) modifier la réponse de la question no. 106; et,
- (iv) répondre aux questions soulevées par l'industrie.

MODIFICATIF no. 008

Appendice 2 - Critères d'évaluation pour le test de convivialité, section 1.4 - Environnement fourni par le soumissionnaire, le texte inclut au point no. 4 est par la présente enlevé et est remplacé par le texte suivant : "Le soumissionnaire fournira aux testeurs l'accès à un ordinateur virtuel par le biais du Web, y compris l'accès à la SLGC proposée, au système de fichiers, à un logiciel de messagerie qui inclut l'accès aux courriels, aux documents, au calendrier et contacts, Adobe Acrobat Reader et à une suite de productivité bureautique qui comprend au minimum un logiciel de traitement de texte et un logiciel de tableur."

Toutes les références à Word, Outlook ou Excel dans les tâches décrivent à l'appendice 2 peuvent être subsituées par: un autre logiciel de messagerie, un autre traitement de texte ou un autre logiciel de tableur à la discrétion du soumissionnaire pour performer le test de convivialité.

MODIFICATIF no. 009

L'exigence C-5.9, de l'annexe C - Énoncé des exigences, est par la présente supprimée de la demande de soumissions.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question no. 106 (Révisé)

Référence : Appendice 2 – Critères d'évaluation pour les tests de convivialité

Question : Section 1.4 – Environnement fourni par le soumissionnaire - indique que le soumissionnaire doit fournir un environnement qui donne l'accès à un ordinateur virtuel qui comprend l'accès à l'environnement des tests de convivialité de la SLGC, au système de fichiers, à MS Outlook et à MS Office. Microsoft Corporation est le seul fournisseur qui peut fournir ces logiciels et donc nous estimons que cela ne fournit pas un environnement compétitif pour tous les soumissionnaires. Nous recommandons que pour le Test de convivialité, les logiciels fournis par le soumissionnaire doivent être ceux qui font parties de la solution proposée et que tous autres logiciels soient exclus pour s'assurer que la Solution logicielle de gestion de cas proposée soit équitablement évaluée.

Réponse : Le Canada doit être en mesure d'accéder à un environnement maintenu par le

soumissionnaire pour permettre au Canada d'effectuer les tests de convivialité. Toutes les références à Word, Outlook ou Excel dans l'appendice 2 peuvent être subsituées par un autre logiciel de messagerie, un autre traitement de texte ou un autre logiciel de tableur à la discrétion du soumissionnaire dans le but de performer le test de convivialité seulement. Les soumissionnaires doivent consulter le modificatif no. 008, ci-haut.

Question no. 160

Référence : Partie 4 - Procédure d'évaluation et méthode de sélection, article 4.5 - Évaluation financière; et, annexe A - Tableaux d'établissement des prix - tableau 1.

Question : Le tableau no. 1 demande aux soumissionnaires de fournir un prix pour une licence perpétuelle, par utilisateur, pour la durée du contrat initial et pour chaque année d'option additionnelle. La Couronne pourrait-elle préciser comment ces prix seront évalués selon l'article 4.5 ? Est-ce que la Couronne multipliera le prix le plus élevé des prix entrés dans les lignes de 1 à 8 du tableau no. 1 par 20.000 ? Par exemple, si la colonne 1 du tableau 1 contient les éléments suivants: ligne no. 1 = 1,000.00 \$; ligne no. 2 = 1,000.00 \$; ligne no. 3 = 1,000.00 \$; ligne no. 4 = 1,000.00 \$; ligne no. 5 = 1,200.00 \$; ligne no. 6 = 1,300.00 \$; ligne no. 7 = 1,400.00 \$; et la ligne no. 8 = 1,500.00 \$. Dans son évaluation financière, est-ce que la Couronne multipliera \$ 1,500.00 par 20,000 pour déterminer le prix total pour les licences perpétuelles ?

Réponse : Confirmé. Le Canada utilisera le prix le plus haut mentionné dans les lignes 1 à 8 pour évaluer les soumissions financières des soumissionnaires.

Question no. 161

Référence :

Modification no. 001 de la demande de soumissions - question et réponse no. 013

Modification no. 004 de la demande de soumissions - question et réponse no. 120

Partie 7 - Clauses du contrat subséquent, article 7.7 - Date de livraison, dit : *“Les logiciels sous licences ainsi que la documentation, la garantie et la clef d’activation pour le besoin initial doivent être livrés dans les dix jours ouvrables après l’attribution du contrat.”*

Partie 7 - Clauses du contrat subséquent, article 7.9 (c) - Modalités de paiement - Licences dit : *“Le Canada paiera à l'entrepreneur le prix du logiciel sous licence pour la quantité initiale suite à la livraison et à l'acceptation des produits logiciels par le Canada dans son environnement technique comme stipulé dans le plan d'installation approuvé, y compris l'acceptation des interfaces bilingues du logiciel (français canadien et anglais)”*

Question : Étant donné que les soumissionnaires fournissent des produits qui sont déjà disponible sur le marché et que les produits logiciels auront passé à travers de la

démonstration de la convivialité ainsi que du contrôle de validation durant la phase de l'évaluation de la soumission, et, de plus, le soumissionnaire devra probablement assurer le paiement du fournisseur de produits logiciels qui composent la solution proposée avant l'acceptation par la Couronne, est-ce que la Couronne pourrait fournir des détails concernant les exigences d'essais de validation qui s'ajoutent à celles de 4003, section 12, et les délais pour que les soumissionnaires puissent évaluer la portée des coûts qu'ils auront à assumer entre le temps où les produits sont commandés auprès du fournisseur de logiciels et la date à laquelle la Couronne fait son paiement au soumissionnaire ?

Réponse : Les tests pour l'approbation se produiront lorsque les livrables fournis à la suite d'autorisations de tâches émises pour l'installation du logiciel sous licence selon le Plan d'installation approuvé (ce qui inclut la configuration de base initiale énumérée à l'article 7.24) entre le soumissionnaire et la Couronne démontrent que la solution logicielle fonctionne conformément aux spécifications et que ces livrables ont été approuvés par l'autorité technique.

Question no. 162

Référence :

Modification no. 001 de la demande de soumissions - question et réponse no. 013

Modification no. 004 de la demande de soumissions - question et réponse no. 120

Partie 7 - Clauses du contrat subséquent, l'article 7.7 - Date de livraison dit : *“Les logiciels sous licences ainsi que la documentation, la garantie et la clef d'activation pour le besoin initial doivent être livrés dans les dix jours ouvrables après l'attribution du contrat.”*

Partie 7 - Clauses du contrat subséquent, l'article 7.9 (c) - Modalités de paiement - Licences dit : *“ Le Canada paiera à l'entrepreneur le prix du logiciel sous licence pour la quantité initiale suite à la livraison et à l'acceptation des produits logiciels par le Canada dans son environnement technique comme stipulé dans le plan d'installation approuvé, ...”.*

Question : Est-ce que la Couronne pourrait confirmer que le paiement est conditionnel à l'acceptation et que le paiement se fera seulement après l'installation initiale ?

Réponse : Confirmé. L'acceptation fait partie de l'installation des produits logiciels dans des environnements de développement.

Question no. 163

Référence : Partie 7 - Clauses du contrat subséquent - article 7.5 - Exigences relatives à la sécurité (pour un entrepreneur canadien)

Question : Quel est le niveau d'autorisation de sécurité nécessaire pour les entreprises

américaines?

Réponse : Les soumissionnaires américains doivent utiliser le tableau d'équivalence en conformité avec les politiques nationales des États-Unis d'Amérique, et en conformité avec les dispositions de l'accord bilatéral de protocole en matière de sécurité industrielle entre les États-Unis et le Canada, en ce qui concerne les équivalences des aires protégées, l'information classées et les actifs. Les soumissionnaires américains qui ont besoin des termes équivalent doivent communiquer avec l'autorité contractante.

Question no. 164

Référence : Partie 7 - Clauses du contrat subséquent - article 7.5 - Exigences relatives à la sécurité (pour un entrepreneur canadien)

Question : A quel moment est-ce que l'exigence en matière de sécurité doit être rencontrée, à la clôture de la soumission ou à la date de l'octroi du contrat ?

Réponse : Les exigences relatives à la sécurité doivent être rencontrées à la date de l'octroi du contrat.

Question no. 165

Référence : Annexe A - Tableaux d'établissement des prix

Question : Est-ce que le fournisseur peut proposer un échéancier de livraison échelonné (plusieurs livraisons) qui sera lié à des paliers de facturation? Autrement dit, pour chaque palier de livraison le déclenchement d'un paiement associé.

Réponse : Non. Dans le tableau no. 1, le soumissionnaire doit fournir des prix fermes sur une base "par utilisateur". Dans le tableau no. 2, le soumissionnaire doit fournir des prix fermes pour toute la licence d'entité du Canada. Les prix fermes doivent couvrir tous les droits énumérés à l'article 7.18 - Licence d'utilisation des logiciels sous licence.

Question no. 166

Référence : Annexe C – Énoncé des exigences - exigence cotée C-1.1 (b) dit : "Affichage d'une ligne de tendance très réduite de la grosseur d'un mot."

Question : Serait-il possible d'avoir un exemple concret du résultat attendu?

Réponse : Un affichage de la grosseur d'un mot est un très petit tableau ou un indicateur de tendance, généralement inséré sans axes ou sans coordonnées. Ces affichages sont souvent intégrés dans le texte. Plusieurs affichages peuvent être regroupés en une petite table. Voici le lien pour des exemples dans Wikipedia : <http://en.wikipedia.org/wiki/Sparkline>

Question no. 167

Référence : Annexe C – Énoncé des exigences, exigence cotée C-5.4 dit : “La SLGC devrait livrer, permettre et soutenir une fonctionnalité permettant aux utilisateurs d'imprimer un document sans avoir à l'ouvrir.”

Annexe C – Énoncé des exigences, exigence cotée C-1.26 dit : “La SLGC ne devrait pas avoir besoin de plugiciels additionnels tels que ActiveX et/ou Java pour le navigateur de l'utilisateur afin d'afficher l'interface Web.”

Question : Les solutions existantes pour mettre en oeuvre les fonctionnalités d'impression automatique et silencieuse dans des applications web compatibles pour tous les navigateurs nécessitent toutes l'installation d'un plugiciel de type ActiveX ou Applet Java. Cela signifie-t-il que les exigences C-5.4 et C-1.26 sont mutuellement exclusives ?

Réponse : Pour garantir un environnement sécurisé pour le Canada, la SLGC ne devrait pas nécessiter l'utilisation de plugiciels tels que ActiveX ou Java au niveau du navigateur de l'utilisateur pour rendre l'interface web. Les plugiciels utilisant des technologies sécurisées qui sont nécessaires pour faciliter la fonction précisée dans l'Énoncé des exigences, l'intégration avec d'autres logiciels, la signature électronique, et sécuriser l'environnement, sont autorisées.

Question no. 168

Référence : Annexe C – Énoncé des exigences - exigence cotée C-5.9 dit : “La SLGC devrait livrer, permettre et soutenir une fonctionnalité permettant aux utilisateurs de créer un document multi-contenu à partir de documents faisant partie de l'entrepôt des documents d'un cas, d'un client et intervenant, d'un événement et au niveau de l'unité fonctionnelle.”

Question : Quels sont les formats attendus de documents qui devraient pouvoir être fusionnés ?

Réponse : L'exigence C-5.9, de l'annexe C - Énoncé des exigences, est supprimée de la demande de soumissions.

Question no. 169

Référence : Annexe C – Énoncé des exigences, exigence cotée C-5.11 dit : “La SLGC devrait livrer, permettre et soutenir une fonctionnalité permettant aux utilisateurs d'afficher un aperçu des documents et des fichiers médias au sein d'une liste de documents liés à un cas”.

Question : Quels sont les formats attendus de documents qui devraient pouvoir être prévisualisés ?

Réponse : Les soumissionnaires devraient consulter la section 2.2.2 (postes clients) de l'annexe D - L'environnement technique du Canada qui contient l'information demandé pour les formats de documents qui doivent être prévisualisés. Les soumissionnaires doivent fournir suffisamment de détails dans leur réponse pour permettre au Canada de valider que la solution proposée rencontre le besoin. Le Canada a accès au visionnement de documents pour tous les fichiers répertoriés à la section 2.2.2. La SLGC proposée doit permettre à l'utilisateur de visualiser les documents stockés dans les répertoires de documents en utilisant le logiciel de visionnement de son ordinateur.

Question no. 170

Référence : Annexe C – Énoncé des exigences, exigence cotée C-8.6 dit : “La SLGC devrait soutenir l'intégration à un réseau social et à une technologie collaborative d'un tiers (p. ex. messagerie instantanée, Twitter, Facebook) permettant d'interagir avec des utilisateurs internes et des clients et intervenants externes durant le processus de gestion de cas.”

Question : L'utilisation des réseaux sociaux ne nous semble pas en accord avec les besoins de sécurité et de confidentialité d'accès aux données d'une application de gestion des cas. Serait-il possible d'avoir un exemple précis de l'utilisation que l'on prévoit faire des réseaux sociaux ?

Réponse : Il s'agit d'une capacité générique et les détails des besoins d'intégration varient dépendant de l'unité fonctionnelle. L'exigence décrite dans la demande de soumissions est pour une plate-forme flexible et configurable qui est disponible sur le marché à partir de laquelle le Canada peut configurer rapidement et distribuer la solution logicielle à de nombreuses unités fonctionnelles, dont beaucoup n'ont pas encore été déterminées.” Ces unités fonctionnelles partagent les caractéristiques sous-jacentes de base communément trouvés dans les produits logiciels de gestion des cas offerts sur le marché. Les exigences requises sont décrites à l'annexe C de cette demande de soumissions.

Question no. 171

Référence : Article 4.7 - Test de convivialité et appendice 2 - Critères d'évaluation pour le Test de convivialité

Question : Selon nous, la plateforme dans laquelle se passeront les tests n'est pas idéale, ni pour le fournisseur, ni pour le Canada :

- Pour le fournisseur, cela implique d'avoir jusqu'à 15 licences Windows et 15 licences MS Office disponibles (1 pour chaque testeur), ou de posséder déjà ce nombre d'ordinateurs pour les tests (par exemple une salle de formation) sont disponibles pour les tests, ce que nous ne sommes pas capables de fournir par exemple.
- Pour le Canada : les tests d'utilisation et d'estimation des temps de réponse seront faussés par le délai supplémentaire causé par la connexion de la machine du testeur vers la machine virtuelle.

Quelles sont les mesures prévues les répercussions sur le temps de réponse causés par l'utilisation de machines à distance lors des tests de convivialité?

Réponse : Le Canada a modifié l'appendice 2. Le soumissionnaire doit se référer au modificatif no. 8. Chaque soumissionnaire qui sera invité au test de convivialité verra sa solution opérer dans les mêmes conditions techniques.

Question no. 172

Référence : Annexe C – Énoncé des exigences (exigences obligatoires O-4.7, O-6.2, O-6.3, O-6.4)

Question : Il y a un certain nombre de références au rôle et à l'autorité des administrateurs de systèmes des unités fonctionnelles. Pouvez-vous confirmer si vous vous attendez que les administrateurs des unités fonctionnelles aient le pouvoir de faire des changements au niveau du système ou des personnalisations qui nécessitent des mises à jour de la SLGC, pour leur partition de locataire respectif, et pour eux de déployer les changements à travers des environnements de développement, pré-production et de production? Ou prévoyez-vous attribuer cette tâche à l'entrepreneur fournissant le support ?

Réponse : Le Canada a défini deux types d'administrateurs à l'annexe C soit :

- Les administrateurs d'UF n'auront accès qu'à leur propre unité fonctionnelle pour y créer et modifier des données, des comptes, des écrans, des modèles, des rapports, des flux, etc.
- Les administrateurs de système auront accès à la base de données et à la configuration commune mais n'auront pas accès à aucune des données.

Si du travail doit être effectué, le Canada pourrait utiliser une autorisation de tâche décrite à la Partie 7 - Clauses du contrat subséquent.

Question no. 173

Référence : Termes et conditions, partie 7 - Clauses du contrat subséquent, article 7.25 - Stabilité des prix pour les services de maintenance et de soutien des logiciels sous licence

Question : L'article 7.25 indique que l'entrepreneur est tenu d'assurer la maintenance et les services de soutien après la durée du contrat " à des taux annuels raisonnables et selon toutes les autres conditions en vertu de ce contrat". Nous suggérons respectueusement que d'exiger d'un fournisseur qu'il s'engage de façon perpétuelle à offrir des services de maintenance et de soutien pour un produit précis et soumis à une augmentation de prix fixe est irréalisable (et probablement inapplicable). Une approche plus raisonnable serait de limiter l'obligation d'offrir les services de maintenance et de soutien à la période de temps pendant laquelle l'entrepreneur offre la maintenance et le soutien sur les produits comparables à ses autres clients. Nous demandons que la dernière phrase de l'article 7.25 soit modifiée comme suit pour refléter cette approche proposée et de supprimer la condition pour les seuils d'augmentation des prix : "... et les obligations de l'entrepreneur en vertu du présent article survivra la résiliation ou l'expiration du présent contrat et continueront jusqu'à ce que l'entrepreneur (i) n'offre plus la maintenance et le soutien en vigueur sur le produit applicable(s) à ses autres clients, ou (ii) n'a plus le droit d'offrir de tels services de maintenance et de soutien. "

Réponse : Le Canada a étudié la demande. Les mots suivants sont supprimés de l'article 7.25 : *"et les obligations de l'entrepreneur en vertu de cette clause resteront en vigueur après la résiliation ou l'expiration de ce contrat"* et sont remplacés par ce qui suit : *"et les obligations de l'entrepreneur en vertu du présent article survivra la résiliation ou l'expiration du présent contrat et continuera jusqu'à ce que l'entrepreneur (i) n'offre plus la maintenance et le soutien en vigueur sur le produit applicable(s) à ses autres clients, ou (ii) n'a plus le droit d'offrir de tels services de maintenance et de soutien."*

Question no. 174

Référence : Annexe D - Environnement technique du Canada

Question : Le déploiement d'applications Web pour l'accès externe comprend l'utilisation de passerelles pour fournir l'accès sécurisé à distance aux applications. Est-ce que la Couronne pourrait confirmer que la zone de travail à la section 2.2 de l'annexe D - Environnement technique du Canada comprendra des passerelles de sécurité dans le cadre de la portée de l'infrastructure mentionnée pour l'accès à distance sécurisé ?

Réponse : Confirmé. Le Canada a déployé les technologies d'accès à distance sécurisées dans le cadre de son infrastructure.

Question no. 175

Solicitation No. - N° de l'invitation

EN578-130092/B

Client Ref. No. - N° de réf. du client

20130092

Amd. No. - N° de la modif.

007

File No. - N° du dossier

123xIEN578-130092

Buyer ID - Id de l'acheteur

123xI

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Référence : Annexe D - Environnement technique du Canada

Question : Est-ce que la Couronne pourrait confirmer que la zone de travail à la section 2.2 de l'annexe D - Environnement technique du Canada comprendra des passerelles de sécurité dans le cadre de la portée de l'infrastructure mentionnée pour l'accès à distance sécurisé ?

Réponse : Confirmé. Le Canada a déployé les technologies d'accès à distance sécurisées dans le cadre de son infrastructure.

TOUS LES AUTRES TERMES ET CONDITIONS RESTENT LES MÊMES